



## Berlin Eco

NUMERO 38

© DG Trésor

9 décembre 2020

### ACTUALITE ECONOMIQUE

#### ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

Dans ses dernières prévisions macroéconomiques, **l'IW Köln table sur une croissance du PIB allemand de -5,25 % en 2020 et de +4,0 % en 2021**. L'institut admet pour cela une campagne de vaccination contre le Covid-19 efficace et un regain conséquent de la confiance des investisseurs et consommateurs. Le niveau économique de pré-crise serait ainsi atteint fin 2021. Le déficit budgétaire de l'Etat (toutes APU) est chiffré à -6,25 % de PIB en 2020 et à -4,25 % en 2021, pour un niveau de dette à 73 % du PIB sur les deux années.

Après deux chutes consécutives, l'indice mensuel des attentes conjoncturelles de l'institut **ZEW** gagne 16 points en décembre 2020 pour atteindre 55 points, **les récentes annonces sur l'arrivée d'un vaccin rassurant les acteurs économiques. En revanche, l'indice de la situation actuelle continue de se dégrader** (-2 points pour s'établir à -66,2 points).

Selon **Destatis**, **la production (secteurs industriel, énergétique et construction) a crû de 3,2 % en octobre 2020 par rapport au mois précédent** (-3,0 % en glissement annuel). Le niveau de production (corrigé des effets calendaires et saisonniers) reste inférieur de 4,9 % à février 2020, juste avant le début des restrictions liées à la pandémie. Tous les grands secteurs affichent une production en hausse : +3,3 % pour l'industrie (dont automobile : +9,9 %), +4,0 % pour l'énergie et +1,6 % pour la construction. **Destatis** annonce également pour octobre 2020 une **hausse mensuelle de 2,9 % (+1,8 % en glissement annuel) des nouvelles commandes dans le secteur manufacturier** (+2,4 % pour les commandes domestiques, +3,2 % pour les commandes extérieures).

**L'indice de production industrielle des trois prochains mois calculé par l'ifo baisse en revanche** en novembre 2020 (de 16,3 à 5,5 points). La chute des attentes est particulièrement notable dans le secteur automobile, tandis que l'industrie pharmaceutique table sur une forte hausse de sa production.

#### POLITIQUES SOCIALES

Selon le **ministère** fédéral à la santé, le fonds de santé qui disposait d'une réserve de liquidité de 10,2 Md€ au 15 janvier 2020 enregistre un déficit de 5,7 Md€ sur les trois premiers trimestres 2020. Le déficit du régime général d'**assurance maladie** se chiffre à 1,7 Md€ tandis que les réserves des caisses étaient estimées à 17,8 Md€ au 30 septembre 2020.

Selon **Destatis**, **l'écart de revenu entre hommes et femmes atteignait 19 % en 2019** (*gender pay gap* : 20 % à l'ouest, 7 % à l'est). Corrigé des différences en termes de qualification et de secteurs d'activité notamment (*gender pay gap adjusted*), l'écart se réduit à 6 % (en 2018, dernière donnée disponible).



L'[IW Köln](#) chiffre à 4 500 € les moindres impôts et prélèvements par ménage (couple avec deux enfants) en 2021 par rapport à 2017, engendrés par la suppression partielle de la contribution de solidarité, l'ajustement de l'impôt sur le revenu et l'augmentation de l'allocation familiale. Il s'agirait de l'allègement fiscal « le plus important pour les contribuables depuis plusieurs années ».

## ACTUALITE FINANCIERE

### REGULATION FINANCIERE

Dans la loi qui transposera la directive relative à la distribution transfrontalière des organismes de placement collectif, le ministère des Finances envisage d'encourager l'actionnariat salarial dans les entreprises (cf. BE n°34) ainsi que de procéder à des allègements administratifs pour les gestionnaires de fonds. [Le projet de loi](#) sera adopté en conseil des ministres début 2021.

Les [actuaires](#) allemands recommandent au ministère des Finances de baisser le taux d'intérêt maximum garanti dans les **contrats d'assurance-vie** (*Höchstrechnungszins*) de 0,9 % à 0,25 % au 1<sup>er</sup> janvier 2022. Ils avaient déjà préconisé de le fixer à 0,5 % au 1<sup>er</sup> janvier 2021 (cf. BE n°26).

A la demande de la BCE et de la *BaFin*, les caisses d'épargne devront réformer leur **système de protection institutionnel (IPS)**. Les superviseurs leur accordent, en raison de la pandémie, une année supplémentaire pour se réformer, à savoir d'ici fin 2023. Elles devront, selon des informations de presse, d'une part, simplifier le système de protection qui ne devra plus dépendre du bon vouloir des gestionnaires des 13 fonds régionaux et, d'autre part, augmenter le volume du fonds de garantie des dépôts ainsi que la qualité de ses actifs.

### BANQUES ET ASSURANCES

Le Land de Basse-Saxe injectera dans le capital de NordLB les 137 M€ de frais de garantie que cette dernière lui a versés cette année. La part du Land de Basse-Saxe dans NordLB augmentera par conséquent de 52,98 % à 55,15 %. La Commission européenne autorise le Land à renforcer les capitaux propres de la banque régionale au moyen des frais de garantie perçus (cf. (94) du [document en lien](#)).

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

#### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville  
Service Économique de Berlin  
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :  
Pariser Platz 5  
10117 Berlin  
Twitter: @FRTresor\_Berlin

Rédigé par : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit et Laurence Rambert  
Revu par : François Gautier

Version du 9 décembre 2020